

Classification des théories des relations internationales

Il existe plusieurs classifications différentes des théories des relations internationales. La plupart établissent néanmoins une distinction entre les ‘théories générales’, i.e. les trois philosophies qui ont proposé une explication normative, historique et relativement globale des relations internationales – le réalisme, le libéralisme et le marxisme¹ – et les autres théories. Cette deuxième catégorie regroupe les théories ‘partielles’ propres aux divers champs de spécialisation des relations internationales et les conceptions normatives critiques des théories générales.

La première partie de cet ouvrage analyse les théories générales des relations internationales en établissant toutefois une distinction entre les conceptions classiques et néo-classiques du réalisme, du libéralisme et du marxisme, ce qui est peu courant dans les manuels consacrés aux relations internationales. Par la suite, elle examine deux théories normatives critiques des théories générales classiques et néo-classiques, qui sont inspirées du post-modernisme : le constructivisme et la perspective communautarienne. Les principales théories partielles des relations internationales sont étudiées dans la troisième et la quatrième parties du livre, consacrées à la politique étrangère des Etats et aux relations économiques internationales.

Les théories générales classiques

¹ Il est important de signaler ici que les mots réalisme, libéralisme et marxisme ne sont pas toujours utilisés pour identifier ces trois philosophies. Par exemple Daniel Colard associe les deux premiers courants de pensée à la ‘théorie classique de l’Etat de nature’ et à la ‘théorie moderne de la communauté internationale’. Philippe Braillard parle du marxisme-léninisme plutôt que du marxisme et de la théorie juridico-idéaliste plutôt que de la théorie libérale. Paul Viotti et Mark Kauppi emploient le terme pluralisme pour désigner le libéralisme et le terme globalisme pour désigner le marxisme. Voir Daniel Colard, *Les relations internationales de 1945 à nos jours* (Paris : Masson, 1993); Braillard, *Théories des relations internationales*; Paul R. Viotti et Mark V. Kauppi, *International Relations Theory* (Boston/Londres : Allyn and Bacon, 3^e éd., 1999).

Le réalisme

Selon Braillard, le qualificatif « réalistes » a été attribué aux auteurs qui prétendent considérer l'humain et les rapports sociaux - notamment les relations politiques - tels qu'ils sont et non tels que l'on voudrait qu'ils soient, au nom de quelque idéal². C'est la raison pour laquelle leurs détracteurs les considèrent souvent comme des conservateurs ou des défenseurs du *statu quo*. En vérité, les réalistes croient que le monde étant gouverné par certaines lois objectives ou caractéristiques naturelles immuables, le changement ou le progrès n'est possible que s'il est fondé sur la connaissance et la prise en compte de ces contraintes. La préoccupation première des réalistes est donc de comprendre ces contraintes grâce à une observation objective de la réalité. Dans les faits, toutefois, leur observation du réel demeure sélective et imbue de jugements de valeurs. En témoignent les quatre thèses qui constituent, selon Paul Viotti et Mark Kauppi, la quintessence de la pensée réaliste : les Etats sont les seuls ou les principaux acteurs des relations internationales; l'Etat est par nature unitaire; l'Etat est rationnel et vise constamment à maximiser son intérêt national, ce qui implique le recours périodique à la force; la sécurité et les questions politiques constituent l'unique ou la principale finalité de la politique étrangère³. Il serait vain, toutefois, de vouloir retrouver l'expression intégrale de ces quatre thèses chez tous les penseurs réalistes. Comme nous le verrons ci-après, cette vision classique ou orthodoxe du réalisme s'est construite progressivement au fil des siècles pour trouver sa formulation la plus systématique chez les auteurs des années 1950-1980. Au cours des décennies ultérieures elle a fait l'objet de diverses remises en questions, reformulations et adaptations par les théoriciens néo-réalistes.

² Braillard, *Théories des relations internationales*, 69.

³ Viotti et Kauppi, *International Relations Theory*, 55-56.

Les précurseurs du réalisme

Plusieurs spécialistes soutiennent que le philosophe grec **Thucydides** (471-400 av. J.C.) est le premier précurseur de la tradition réaliste et de l'analyse des relations internationales⁴. Son célèbre ouvrage *Histoire de la Guerre du Péloponèse*, en effet, n'est pas uniquement une chronique de la guerre qui a opposé Athènes et Sparte pendant vingt-huit ans, mais une analyse des fondements de la puissance militaire et politique de ces deux Etats et des causes de leurs comportements agressifs l'un vis-à-vis de l'autre, analyse basée sur une observation minutieuse des événements et la réalisation d'entrevues avec les protagonistes. La principale conclusion de son enquête est que la guerre est le résultat de la peur et d'un changement dans l'équilibre des puissances. Sparte a attaqué Athènes parce qu'elle craignait de perdre sa suprématie sur le Péloponèse. Dans un premier temps, Athènes a riposté pour se défendre, mais la dégénérescence de ses institutions démocratiques l'ont amené à devenir de plus en plus fanatique et agressive, l'incitant à poursuivre la guerre contre Sparte dans le but d'usurper à cette dernière sa position hégémonique. Deux enseignements fondamentaux ont été retenus par les réalistes de l'œuvre de Thucydides : premièrement, chaque Etat cherche nécessairement à défendre ou à maximiser sa puissance militaire et politique, ce qui crée des conditions favorables à la guerre; deuxièmement, la guerre est plus probable entre Etats autoritaires qu'entre Etats démocratiques puisque les seconds sont moins impérialistes que les premiers.

Les deux philosophes les plus souvent cités comme fondateurs du réalisme demeurent néanmoins l'italien Nicolas **Machiavel** (1469-1527) et l'anglais Thomas **Hobbes** (1588-1679). Machiavel est un contemporain de la Renaissance, marquée par

⁴ Id., *ibid*, 57; Michael Doyle, « Thucydides : a Realist? » in Richard Ned Lebow et Barry S. Strauss, eds, *Hegemonic Rivalry : From Hegemony to the Nuclear Age* (Boulder, CO : Westview Press, 1991), 169-88.

la rupture de l'ordre juridique et moral de la chrétienté et le développement des premiers Etats-nations monarchiques qui ne reconnaissent aucune autorité supérieure à la leur, n'acceptent de se plier à aucune règle commune et qui, exclusivement préoccupés par le désir d'accroître leur influence, vivent dans un climat permanent d'hostilité et de rivalité. C'est la loi de la jungle qui régit les rapports interétatiques, le plus fort imposant sa volonté au plus faible. Hobbes est le témoin de la répression sanglante des rébellions irlandaise et écossaise et de l'instauration de la première république anglaise, sous l'égide du dictateur Oliver Cromwell (1648-1658), événements qui le terroriseront et l'amèneront à s'exiler en France. Ces contextes historiques ne sont pas étrangers à la vision pessimiste de la nature humaine et des rapports interétatiques de Machiavel et Hobbes. Ces derniers croient, sur la base de leur observation personnelle et nécessairement partielle de la réalité de leur époque, que les hommes sont animés d'un instinct inné de puissance et de domination qui les porte à compétitionner entre eux pour l'acquisition de la richesse, du pouvoir, du prestige, etc. Cette lutte se traduit inévitablement par la victoire de ceux qui, en raison des attributs de leur naissance (force physique, capacités intellectuelles, milieu familial plus favorisé) ou des chances que leur a procuré l'existence, possèdent des ressources supérieures aux autres. La nature et la conduite des Etats ne diffèrent pas de celles des hommes qui les dirigent. Les Etats sont animés d'une volonté de puissance ou de conquête qui les incite à rivaliser constamment entre eux. Dans la mesure où les Etats sont inégaux, certains étant avantagés par la distribution naturelle inégale des ressources géographiques, économiques, démographiques et autres et/ou plus aptes à utiliser efficacement la force (militaire) et la ruse (diplomatique), cette rivalité conduit à la domination des plus faibles par les plus forts.

C'est dans *Le Prince* (1513), petit opuscule dédié à Laurent de Médicis, maître de la Cité-Etat de Florence, que Machiavel a exposé le plus clairement sa vision des relations

internationales. Celle-ci est dénuée de toute préoccupation religieuse et morale et consacrée essentiellement au triomphe du plus fort qui est, selon lui, « le fait essentiel de l'histoire humaine ». Pour Machiavel, le désir d'acquérir « est une chose ordinaire et naturelle » et tout Etat doit s'efforcer d'étendre ses possessions. Cette fin justifie l'emploi de tous les moyens. Pour agrandir son territoire et conserver ses conquêtes, le Prince doit s'inspirer de la ruse du renard (la diplomatie) et de la force du lion (la puissance militaire). L'infidélité aux engagements pris n'est qu'une nécessité pratique.

« Un prince doit savoir combattre en homme et en bête. Un prince doit se faire une réputation de bonté, de clémence, de pitié, de loyauté et de justice. Il doit d'ailleurs avoir toutes ces bonnes qualités, mais rester maître de soi pour en déployer de contraires, lorsque cela est expédient. Je pose en fait qu'un prince, et surtout un prince nouveau, ne peut exercer impunément toutes les vertus de l'homme moyen parce que l'intérêt de sa conservation l'oblige souvent à violer les lois de l'humanité, de la loyauté... » (*Le Prince*, chapitre VIII)

Machiavel conçoit les Etats comme des monstres froids qui n'ont ni amis, ni ennemis, uniquement des intérêts nationaux à défendre. Cette aspiration naturelle à la souveraineté est la noble cause qui justifie l'emploi de tous les moyens pour sauvegarder et agrandir la puissance d'un Etat. Mais elle est également la cause des rivalités et des conflits inévitables et permanents entre les Etats, raison pour laquelle la société internationale ne peut être qu'anarchique.

Hobbes approfondira la pensée de Machiavel en montrant, dans *Le Léviathan* (1651), qu'il existe une opposition radicale entre la société internationale et les sociétés nationales. Dans celles-ci, en l'absence d'un pouvoir organisé, les hommes vivent dans un état d'anarchie où chacun est un concurrent avide de puissance et voit son droit le plus fondamental, le droit à la vie, constamment menacé. Les hommes peuvent toutefois sortir de cet état naturel de guerre et entrer en société en concluant un 'pacte' ou un 'contrat social' par lequel ils renoncent à leurs droits et libertés et confient le pouvoir à un Prince ou à une Assemblée en échange de la protection de leur sécurité. Cependant, un tel contrat social, garant de l'ordre et de la paix, n'est pas possible entre les Etats

puisqu'il impliquerait que ces derniers renoncent à leur souveraineté au profit d'un gouvernement mondial unique. La société internationale est donc condamnée à demeurer anarchique et caractérisée par la méfiance et la force plutôt que par la confiance et le droit.

« A tout moment, les rois et les personnes qui détiennent l'autorité souveraine sont à cause de leur indépendance dans une continuelle suspicion et dans la situation et la posture des gladiateurs, leurs armes pointées, les yeux de chacun fixés sur les autres. Je veux parler ici des forts, des garnisons, de canons qu'ils ont aux frontières de leurs royaumes, et des espions qu'ils entretiennent continuellement chez leurs voisins, toutes choses qui constituent une attitude de guerre » (*Le Léviathan*, chapitre XIII).

Comme le soulignent à juste titre Viotti et Kauppi⁵, la vision des relations internationales de Machiavel et Hobbes est cynique et pessimiste parce qu'elle tient compte uniquement des relations diplomatico-stratégiques des Etats, essentiellement caractérisées par la guerre – latente ou ouverte - à leur époque. Les précurseurs du réalisme qui ont envisagé les relations internationales du point de vue économique aboutissent à une conclusion plus optimiste. Tel est le cas de Hugo **Grotius** (1583-1645) diplomate, juriste et historien hollandais contemporain de Hobbes. Etant donné l'importance de la navigation et du commerce pour les Pays-Bas au tournant du XVIIe siècle, Grotius plaide en faveur de la négociation de traités et de conventions internationales destinées à assurer la paix et à garantir la liberté de la navigation et des échanges. Dans son plus célèbre ouvrage, *De jure belli ac pacis*, Grotius soutient que la guerre ne peut être la seule forme des rapports entre Etats puisque la puissance de ces derniers ne repose pas uniquement sur la sauvegarde et l'agrandissement de leurs territoires; elle dépend également de leur prospérité économique, elle-même liée au dynamisme de leur commerce avec les autres Etats. Grotius est sans doute le premier auteur à avoir défendu la thèse selon laquelle le développement du commerce est un facteur de pacification et de réglementation des relations internationales. Dans la mesure

⁵ Id., *ibid*, 61.

où cette thèse a été reprise par les libéraux, Grotius est souvent considéré comme un précurseur du libéralisme autant que du réalisme. Pourtant, alors que les libéraux croient que l'extension du droit international mènera à la création d'institutions supranationales et à l'instauration d'une paix universelle durable, Grotius envisage les ententes juridiques entre Etats comme une conséquence de l'absence d'autorité centrale au sein de la société internationale et un facteur susceptible de limiter mais non d'éliminer le recours à la force.

Parmi les auteurs qui ont contribué à établir les fondements de la théorie réaliste, il faut également mentionner Carl von **Clausewitz** (1780-1831). Dans son ouvrage *De la Guerre*, ce dernier a apporté une contribution nodale à l'explication de la stratégie militaire en expliquant que toutes les décisions prises sur un champs de bataille sont caractérisées par l'incertitude. L'issue de toute guerre est imprévisible, car aucune planification rationnelle des opérations militaires ne peut prévoir tous les obstacles qui sont susceptibles d'entraver ou de faire échouer le déroulement de ces opérations. L'influence de l'œuvre de Clausewitz ne tient pas uniquement, cependant, au fait qu'il a conceptualisé la notion d'incertitude qui deviendra, au XXe siècle, un des éléments centraux de la théorie réaliste de l'acteur rationnel. Il a également montré que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens et que son issue repose, non seulement sur les capacités militaires d'un Etat, mais sur ses ressources sociales et économiques⁶. Enfin, il a soutenu que la finalité ultime d'une guerre était la paix, une thèse qui, bien que reprise par l'école réaliste, demeurera incomprise des détracteurs de cette école.

⁶ Cette thèse sera illustrée de façon magistrale par Paul Kennedy dans *The Rise and Fall of the Great Powers* (New-York : Vintage Books, 1987).

Les réalistes du XXe siècle⁷

Compte tenu que le réalisme a constitué le cadre d'analyse dominant des relations internationales au XXe siècle, notamment dans les pays anglo-saxons, une multitude d'auteurs ont contribué à son approfondissement et à sa systématisation. Il est évidemment impossible de recenser ici tous leurs travaux. Nous nous attarderons sur trois auteurs qui ont eu une influence particulièrement déterminante.

Hans J. **Morgenthau** est considéré par plusieurs comme le principal successeur contemporain de Machiavel et Hobbes en raison de sa contribution majeure à la conceptualisation et à la systématisation de la pensée réaliste classique⁸. Dans son ouvrage le plus célèbre *Politics among Nations. The Struggle for Power and Peace*⁹, il définit ainsi cette théorie :

« (Le réalisme) croit que le monde, tout imparfait qu'il est d'un point de vue rationnel, est le résultat de forces inhérentes à la nature humaine. Pour rendre le monde meilleur, on doit agir avec ces forces et non contre elles. Ce monde étant par inhérence un monde d'intérêts opposés et de conflits entre ceux-ci, les principes moraux ne peuvent jamais être entièrement réalisés, mais doivent au mieux être approchés à travers l'équilibrage toujours provisoire des intérêts et le règlement toujours précaire des conflits(...) »¹⁰

Le réalisme politique, selon Morgenthau est basé sur six principes fondamentaux. 1) La politique, comme la société en général, est gouvernée par des lois objectives qui ont leurs racines dans la nature humaine. Il est donc possible de développer une théorie rationnelle qui reflète au moins partiellement ces lois objectives. Il est également possible d'établir une distinction entre ce qui est vrai, objectivement et rationnellement – i.e. soutenu par l'évidence et éclairé par la raison - et l'opinion. 2) La loi objective

⁷ Cette section et la suivante sont largement inspirées de Viotti et Kauppi, *International Relations Theory*, chap.2

⁸ Pour d'autres, le principal instigateur du réalisme au XXe siècle est le théologien protestant américain Reinhold Niebuhr (1892-1971) qui a notamment publié *Christian Realism and Political Problems* (1954).

⁹ Hans J. Morgenthau, *Politics among Nations. The Struggle for Power and Peace* (New-York : Alfred A. Knopf, 1^{ère} éd., 1950).

¹⁰ Braillard, *Théories des relations internationales*, 85.

fondamentale qui gouverne les relations internationales est le fait que les Etats agissent toujours dans le but de défendre leur intérêt ou leur puissance politique, qui est indépendante de l'économie, de l'éthique, de l'esthétique ou de la religion, bien qu'ils prétendent souvent, sincèrement ou hypocritement, agir au nom de motivations morales, humanistes et autres. 3) La puissance politique d'un Etat peut inclure toute chose qui établit et maintient le contrôle de l'homme sur l'homme. Les conditions dans lesquelles s'exerce la politique étrangère peuvent varier mais non la finalité de cette dernière. 4) Le réaliste est conscient de l'inéluctable tension entre l'impératif moral et les exigences de l'action politique mais il considère le respect de ces dernières comme la vertu suprême en politique. 5) Le réaliste refuse d'identifier les aspirations morales particulières d'un Etat avec la morale universelle. Si un Etat défend son intérêt politique tout en respectant celui des autres Etats, il rend justice à tous. 6) Le réaliste croit à l'autonomie de la sphère politique bien qu'il reconnaisse l'importance de d'autres sphères et la pertinence de d'autres modes de pensée. Le réalisme repose sur une vision pluraliste de la nature humaine mais il croit que pour saisir la dimension politique de cette dernière, il faut l'aborder dans ses propres termes¹¹.

Edward Hallett **Carr's** a également apporté une contribution majeure au développement de la pensée des précurseurs du réalisme. Dans son œuvre jugée la plus importante, *The Twenty Years' Crisis 1919-1939*¹², il se demande pourquoi la paix établie par le Traité de Versailles (1919) n'a duré que vingt ans. La réponse, dit-il, se trouve chez Thucydides, Machiavel et Hobbes. La première guerre mondiale (1914-1918) a été déclenchée par les puissances européennes (Autriche-Hongrie, Allemagne) qui craignaient un affaiblissement de leur position au profit de d'autres puissances rivales (Russie, France, Grande-Bretagne). Au départ, les Etats victimes d'agression ont riposté

¹¹ Id., *ibid*, 82-96.

¹² Edward H. Carr's, *The Twenty Years's Crisis 1919-1939* (New-York : Harper and Row, 1964).

pour protéger leur sécurité mais, progressivement, ils sont devenus de plus en plus belliqueux et ont cherché à poursuivre la guerre dans le but d'affaiblir leurs ennemis et de réaliser de nouvelles conquêtes. Suite à leur victoire, ils ont imposé à l'Allemagne vaincue de très lourdes réparations, inspirées d'un esprit revanchard plutôt que réaliste, ce qui a contribué à alimenter le ressentiment, le réarmement et une nouvelle agression de l'Allemagne en 1939. Carr's rejoint Morgenthau – et l'économiste anglais John Maynard Keynes¹³ - lorsqu'il conclut que si les puissances victorieuses de la première guerre mondiale avaient adopté une attitude réaliste et approuvé des traités qui défendaient leurs intérêts tout en respectant ceux des puissances vaincues, la seconde guerre mondiale n'aurait pas eu lieu.

Hedley **Bull**, autre auteur britannique, a pour sa part approfondi l'analyse de la nature anarchique des relations internationales. Dans *The Anarchical Society. A Study of Order in World Politics*¹⁴, il soutient que la société internationale est anarchique dans le sens où les Etats souverains qui la composent sont entièrement libres d'agir selon leurs intérêts égoïstes, n'étant soumis à aucune autorité supérieure. Cela ne signifie pas, cependant, que le fonctionnement de la société internationale soit dénué de toute forme d'ordre; cet ordre est toutefois créé par les Etats eux-mêmes. Ce sont notamment les rapports de force et les règles coutumières de comportement qu'établissent les dirigeants politiques et les normes morales communes auxquelles adhèrent les Etats. L'analyse de Bull a une dimension pluraliste car elle combine les idées réalistes classiques de Machiavel et Hobbes sur la puissance et l'équilibre des puissances, les thèses réalistes hétérodoxes de Grotius sur les fondements du droit international et les aspirations du philosophe libéral Emmanuel Kant relativement à l'instauration d'un ordre international

¹³ John Maynard Keynes, qui a participé à la négociation du Traité de Versailles à titre de conseiller du premier ministre britannique Lloyd George, tire cette conclusion dans *Les conséquences économiques de la paix* (Paris : Gallimard, 1921).

¹⁴ Hedley Bull, *The Anarchical Society. A Study of Order in World Politics* (New-York : Columbia University Press, 1977).

fondé sur des normes morales universelles. En ce sens, elle s'inscrit dans la mouvance du néo-réalisme. En effet, comme nous le verrons plus loin, ce qui distingue fondamentalement le néo-réalisme du réalisme classique ce sont ses emprunts à d'autres courants de pensée et plus spécifiquement au libéralisme.

Principaux concepts et thèses du réalisme

Pour la très grande majorité des réalistes classiques, les relations internationales sont strictement les rapports politico-diplomatiques et stratégiques qu'entretiennent entre eux les **Etats souverains** dans un cadre bilatéral ou multilatéral informel – i.e. à l'extérieur des organisations internationales -. Ces rapports sont nécessairement caractérisés par la **rivalité** ou la compétition, d'une part, parce que chaque Etat vise naturellement et constamment à défendre et à accroître sa **puissance politique et militaire**; d'autre part, parce que la puissance est inégalement répartie au sein de la société internationale; enfin parce qu'il est impensable que les Etats acceptent de se soumettre à une autorité centrale qui les obligerait à coopérer entre eux. C'est uniquement pour cette dernière raison que la société internationale est **anarchique**, et non pas parce qu'elle est entièrement dépourvue d'ordre et livrée totalement à la violence. Les Etats souverains adhèrent librement et volontairement à des ententes et à des règles qui maintiennent la dynamique des conflits inter-étatiques dans un cadre pacifique. Toutefois, l'instauration d'une paix perpétuelle est inimaginable en raison de la souveraineté, des ambitions, des inégalités et de la méfiance mutuelle des Etats qui les placent dans un **dilemme de sécurité**¹⁵. Le recours à **la force est inévitable**, mais il n'est pas souhaitable et peut être limité. La guerre n'est pas souhaitable parce que, bien qu'elle permette de redistribuer la puissance et d'instaurer une rotation de la suprématie

¹⁵ Voir John H. Herz, « Idealist Internationalism and Security Dilemma », *World Politics*, 5,no.2 (janvier 1950), 157-80.

entre les Etats, ses coûts sont plus élevés que ses bénéfices. Les affrontements armés peuvent être évités pendant des périodes de temps plus ou moins longues grâce à deux comportements des Etats : l'adoption de politiques défensives, isolationnistes ou neutralistes et/ou l'instauration d'un **équilibre des puissances** par la conclusion d'**alliances** stratégiques.

"La première solution (à la guerre) qui vient à l'esprit (des réalistes) consiste à rechercher entre les forces en présence un équilibre qui fasse obstacle à la domination des plus puissants et qui diminue les risques d'affrontements armés. Pour parvenir à cet état d'équilibre (...), les Etats sont incités non seulement à modérer leurs ambitions mais à conclure entre eux les alliances nécessaires »¹⁶

Selon Thucydides et ses successeurs, c'est lorsqu'un Etat croit que sa puissance politique et militaire est menacée par un autre Etat qu'il lui déclare la guerre. La principale finalité des alliances que concluent les Etats entre eux est donc d'empêcher un Etat tiers puissant de leur imposer sa domination. Ainsi, la Quadruple Alliance, conclue en 1815 par l'Autriche, l'Angleterre, la Russie et la Prusse, visait à contrer les visées expansionnistes et républicaines de la France napoléonienne. De telles alliances favorisent la paix dans la mesure où elles créent un nouvel équilibre de la puissance. Cette **paix** est toutefois **relative**, puisque les effets d'une alliance sont circonscrits à un nombre restreint d'Etats et à une région, **et temporaire**, puisqu'une alliance ne dure que le temps où les Etats signataires ont un intérêt commun à y adhérer-. Ainsi la Quadruple Alliance permit de vaincre Napoléon et de maintenir la paix entre l'Autriche, l'Angleterre, la Russie et la Prusse pendant trente ans (1815-1830). Elle fut ensuite dissoute en raison notamment de la reprise des hostilités entre la Prusse et l'Autriche.

Une question a donné lieu à de nombreux débats chez les réalistes classiques : quelles sont les conditions d'établissement d'une alliance stratégique? Selon Henry **Kissinger**, les alliances stratégiques résultent essentiellement de la volonté des Etats, mais elles ne

¹⁶ Merle, *Sociologie des relations internationales*, 68.

peuvent exister qu'entre Etats dont les systèmes économiques, politiques et idéologiques sont similaires, convergents ou compatibles. Durant la période la plus dure de la guerre froide (1947-1956/60), Kissinger soutiendra qu'aucune alliance n'est envisageable entre les Etats-Unis et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) en raison du caractère antagonique de leurs systèmes économiques et politico-idéologiques. La **dissuasion nucléaire** ou l'équilibre de la terreur lui apparaîtra, ainsi qu'à un très grand nombre d'autres réalistes, dont Raymond **Aron**, la seule alternative susceptible de maintenir la paix entre les deux superpuissances et à l'échelle mondiale. Durant la période de détente ou de dégel qui suivra le XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), en 1956, congrès marqué par la revision des principes du marxisme-léninisme, la dénonciation du stalinisme et l'adoption d'une nouvelle politique étrangère fondée sur la coexistence pacifique avec l'ouest, Kissinger conclura, à l'instar de Aron¹⁷, que les systèmes communiste et capitaliste étant désormais convergents, il est possible d'envisager une alliance stratégique entre les deux superpuissances. Il sera, à titre de Secrétaire d'état du président Richard Nixon, le principal négociateur des *Strategic Arms Limitation Talks* (SALT) I et II entre les Etats-Unis et l'Union soviétique au cours de la période 1969-1973. Le contenu des accords SALT I et II¹⁸ illustre clairement les principes inhérents aux alliances stratégiques concluent volontairement par des Etats dont les systèmes économiques et politiques sont convergents : la confiance mutuelle,

¹⁷ Voir : Henry Kissinger, *Pour une nouvelle politique étrangère américaine* (Paris : Fayard, 1970); Id., *Le chemin de la paix* (Paris : Denoël, 1972); Raymond Aron, *Paix et Guerre entre les Nations* .

¹⁸ Les accords Salt I, adoptés en 1972, limitaient à deux le nombre de systèmes de missiles anti-ballistiques que pouvait posséder chacune des deux superspuissances. Les accords Salt II, négociés entre Nixon et Brejnev lors du Sommet de Washington de 1973, prévoyaient : (1) un gel permanent des forces offensives stratégiques; (2) un contrôle mutuel des arsenaux d'armes offensive; (3) une réduction mutuelle des forces stratégiques. Le traité Salt II, signé à Vienne en 1979, ne fut jamais ratifié par le Congrès américain. Dans les faits toutefois, l'URSS et les Etats-Unis acceptèrent informellement d'être liés par SALT II... que le président Ronald Reagan convertit en Strategic Arms Reduction Talks (START) durant les années '80. Russes et américains négocient actuellement, en 2001, la troisième génération d'accords START.

assurée par la possibilité pour chaque membre d'être informé sur l'évolution et la modernisation des armements des autres membres et la volonté commune des membres de parvenir à un équilibre de leurs forces militaires. Ce principe, qui relève du **contrôle des armements**, n'est pas incompatible toutefois avec la **course aux armements**, i.e. la possibilité pour les membres d'une alliance d'améliorer la performance et l'efficacité de leurs armements. La vision réaliste des alliances stratégiques est donc très éloignée du désarmement revendiqué par l'école libérale.

Le libéralisme

Comme le souligne André Liebich « le terme libéral vient du mot latin *liber* c'est-à-dire libre...mais cette première constatation ne donne qu'un aperçu partiel du libéralisme. Liberté de quoi et liberté pour quoi ? »¹⁹ Au départ, i.e. au XVIe et XVIIe siècles, les penseurs et les partisans européens du libéralisme veulent se libérer des contraintes imposées par les sociétés de leur époque. La première liberté qu'ils recherchent est celle de croire dans la religion de leur choix, de suivre leur propre conscience et leur propre raison. Cette liberté implique la liberté d'expression et la liberté de militer en faveur de ses idées, donc de s'organiser sans crainte de représailles. Dans la mesure où ces revendications se heurtent au despotisme politique des monarchies absolutistes, instigatrices des premiers Etats-Nations centralisés de la fin du Moyen-Age, le libéralisme deviendra un mouvement de lutte en faveur de l'instauration d'un régime politique qui place les libertés individuelles au-dessus de tout : la démocratie. C'est en faisant de l'individu la seule unité d'analyse possible, la principale unité de valeur que le libéralisme acquiert un caractère révolutionnaire ou radicalement

¹⁹ André Liebich, *Le libéralisme classique* (Québec : Presses de l'Université du Québec, 1985) 13-29. Cette section du texte est largement inspirée de l'introduction de cet ouvrage.

nouveau par rapport aux idées des époques antérieures de l'histoire et notamment par rapport au réalisme pour lequel l'acteur essentiel est l'Etat souverain.

Si le libéralisme s'inspire des idées des premiers penseurs grecs de la démocratie, tels Platon et Aristote, il se démarque aussi de ces dernières en appréhendant l'individu, non pas comme un « animal politique » naturellement porté à vivre en société, mais comme un être libre de tout lien social et apolitique. Les libéraux imaginent l'état de nature antérieur aux sociétés organisées, non pas comme une jungle où l'homme est un loup pour l'homme, à l'instar de Hobbes, mais comme un état dans lequel les hommes vivent libres, égaux et en harmonie relative. La conception libérale de l'état de nature n'est pas déduite d'une observation de la réalité existante, comme chez les réalistes; elle est une construction de l'esprit – le mythe du bon sauvage de Jean-Jacques Rousseau - destinée à légitimer les revendications en faveur du respect des droits naturels de l'homme.

« Les droits naturels sont les droits que chaque individu réclame simplement en tant qu'être humain. La définition de ces droits varie : on évoque le droit à la vie, à la liberté, à la sécurité, à la propriété...les droits naturels ont ceci de commun qu'ils sont inaliénables...ou non négociables. La notion de loi naturelle est reliée de très près à celle de droit naturel...La loi naturelle consiste en des préceptes qui sont obligatoires pour toute l'humanité. Elle est parfois conçue de façon descriptive; pour les économistes libéraux, les lois de fonctionnement du marché sont des lois naturelles. Mais la loi naturelle est surtout prescriptive. Chez Hobbes, elle oblige les hommes à préserver leur propre vie, à chercher la paix si c'est possible et à faire la guerre si c'est nécessaire. Chez Locke, elle impose aux hommes l'obligation non seulement de préserver leur propre vie, mais de concourir à la préservation de la vie des autres, à leur porter secours »²⁰.

Pour le libéral, l'homme est un être autonome, séculaire et rationnel. C'est surtout un individu doté de droits naturels qui ne connaît pas d'unité de valeur supérieure à lui-même et dont la raison s'exerce par le calcul de ses intérêts propres. Comment peut-il dans ces conditions vivre en harmonie avec ses semblables ? C'est que, répond Adam Smith, pour satisfaire ses intérêts et ses besoins personnels chaque individu a besoin des autres et qu'au fur et à mesure qu'il satisfait ses intérêts il satisfait inconsciemment les

²⁰ Id., *ibid.*, 17

intérêts des autres et de l'ensemble. Pour les réalistes, le fait que chaque individu cherche à maximiser son pouvoir est la source de conflits au sein de la société. Pour les libéraux, la concurrence entre les individus est génératrice d'équilibre et de progrès. La société est possible en tant que somme des intérêts individuels égoïstes car « Les relations sociales se fondent sur l'échange des biens, matériels comme symboliques, possédés par les uns et réclamés par les autres. »²¹ Ceci étant, les libéraux ajoutent que, pour que chacun trouve son compte dans l'échange, il faut que ce dernier soit régulé par des lois qui garantissent des conditions égales de concurrence à tous. Ceci implique que l'Etat adopte des lois qui concilient les intérêts divergents des individus, qui incarnent l'intérêt général et la Raison. Seul un Etat démocratique dont les législateurs sont élus au suffrage universel et dépositaires de la volonté populaire est donc en mesure de jouer ce rôle. Les libéraux admettent cependant que certains citoyens peuvent contrevenir aux lois et menacer la sécurité, la propriété et les libertés des autres citoyens. L'Etat doit donc disposer d'un pouvoir législatif (parlement), exécutif (gouvernement), judiciaire et répressif (armée, police). La théorie libérale, on le constate, recèle une contradiction : d'une part elle affirme que les lois naturelles donnent à la société la possibilité de s'auto-réguler et de résorber ses conflits; d'autre part, elle défend la nécessité d'un Etat législateur, justicier et gardien armé. Au-delà de cette contradiction, une conclusion évidente se dégage de cet énoncé de principes : le seul modèle de société qui est capable de donner corps ou substance aux droits et aux lois naturelles est celui qui conjugue un système économique capitaliste et un régime politique démocratique.

C'est la transposition de ces deux systèmes au plan mondial qui assurera, selon les libéraux, l'instauration d'une paix universelle durable. Si les réalistes sont convaincus que les Etats ne renonceront jamais complètement et définitivement à leur souveraineté, pour se soumettre au droit international ou à une autorité supranationale, les libéraux

²¹ Id, *ibid*, 18

pensent qu'un tel renoncement est possible si les Etats sont démocratiques, ce qui implique qu'ils accordent la primauté aux droits individuels plutôt qu'aux droits collectifs de la nation, et s'ils sont interdépendants et relativement égaux au plan économique en raison du développement du libre-échange.

Les précurseurs du libéralisme

Les précurseurs du libéralisme, bien qu'influencés par les idées de certains philosophes grecs dont **Platon** (428–348 av. J.C.) et **Aristote** (384-322 av. J.C.) sont essentiellement des auteurs ouest-européens, philosophes, économistes, financiers, juristes et médecins des XVIIe, XVIIIe et début XIXe siècles. Bien que plusieurs d'entre eux, dont les allemands Gottfried Wilhelm **Leibniz** (1646-1716), Emmanuel **Kant** (1724-1804) et Johann Gottlieb **Fichte** (1762-1814), le hollandais Baruch **Spinoza** (1632-1677) et les français Charles de **Montesquieu** (1689-1755), Jean-Jacques **Rousseau** (1712-1778) et Jean-Baptiste **Say** (1767-1832) aient apporté une contribution décisive à cette théorie, les idées des libéraux anglais ont eu une influence plus marquée parce qu'elles ont été adoptées et appliquées par les deux puissances dominantes des XIXe et XXe siècles : la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Nous nous concentrerons donc sur ces derniers en nous référant aux plus importants : John **Locke** (1632-1704), David **Hume** (1711-1776), Adam **Smith** (1723-1790), David **Ricardo** (1772-1823) et Jeremy **Bentham** (1748-1832).

Tous ces auteurs, et en particulier John Locke dans son *Deuxième traité sur le gouvernement civil* (1689) et David Hume dans son *Traité de la nature humaine* (1737) ont insisté sur la primauté des droits naturels individuels, dans les domaines politique et économique et la nécessité de limiter le rôle de l'Etat à la création et au maintien de conditions économiques, sociales et politiques propices aux échanges entre individus, le marché étant le lieu essentiel de réalisation des aspirations individuelles au bien-être et

au bonheur. David Ricardo dans ses *Principes d'économie politique* (1718) et Adam Smith, dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations* (1776) ont mis l'emphase sur le rôle de l'entrepreneur qui doit être soumis au minimum de contraintes par l'Etat. Quant à l'utilitariste Jeremy Bentham, il a systématisé la thèse selon laquelle les individus sont des êtres rationnels, qui cherchent à maximiser leurs plaisirs – dont la richesse est un élément nodal – et qui sont capables de calculer par eux-mêmes ce qui est moralement bon ou mauvais pour eux, sans intervention de l'Etat ou de l'Eglise²². L'Etat minimal – à l'opposé de l'Etat totalitaire de Hobbes – est nécessaire et possible pour les libéraux, parce que les intérêts des individus ne sont pas antagoniques : ils sont compatibles et convergents. La concurrence au sein du marché améliore le bien-être matériel général et la compétition des idées engendre une augmentation du bon sens (raison) politique. Il est logique, par conséquent, que les libéraux attribuent un rôle positif à l'opinion publique considérant que celle-ci doit orienter les politiques publiques, dont la politique étrangère. Ceci explique qu'il rejettent la conception réaliste de l'Etat en tant qu'acteur unitaire.

Les libéraux admettent que la société internationale est constituée d'Etats indépendants qui rivalisent pour la défense de leurs intérêts propres, comme les individus compétitionnent au sein de chaque Etat pour la satisfaction de leurs intérêts et besoins. Cependant les relations internationales peuvent être civilisées et pacifiées au même titre que les relations inter-personnelles si elles sont fondées sur le capitalisme, le droit et la démocratie. L'expansion du marché ou des échanges internationaux rend la guerre plus coûteuse pour les Etats. Le développement du droit international et des organisations internationales contribuent au règlement des conflits et au renforcement de la coopération entre Etats. L'extension de la démocratie, quant à elle, diminue les

²² Les principales œuvres de Jeremy Bentham sont *Introduction aux principes de la morale et de la législation* (1789), *Traité des peines et des récompenses* (1811) et *Déontologie* (1834).

risques d'affrontements armés en soumettant les dirigeants politiques au pouvoir des citoyens, qui sont par nature et par intérêts favorables à la paix. Selon les philosophes libéraux rationalistes idéalistes tels Kant et Friedrich **Hegel**, le recours à la force est l'apanage des Etats autoritaires nationalistes gouvernés par la passion ou l'instinct du pouvoir. Il est appelé à disparaître au fur et à mesure du développement des connaissances, du savoir et de la Raison, dont les démocraties sont l'incarnation. Le triomphe de la Raison et de la démocratie à l'échelle mondiale signifiera la fin de l'Histoire (des guerres) et l'instauration d'une paix universelle durable.

Les libéraux du XXe siècle

Les continuateurs de la pensée libérale classique au XXe siècle sont peu nombreux, le libéralisme ayant donné naissance à divers développements et reformulations à partir de la seconde moitié du XIXe siècle. Les présidents américains Thomas Woodrow **Wilson** (1856-1924) et Franklin Delano **Roosevelt** (1882-1945) sont souvent considérés comme des représentants du libéralisme classique parce qu'ils ont défendu ardemment la création d'organisations internationales vouées au maintien de la paix à l'issue des deux guerres mondiales - la Société des Nations (SDN) et l'Organisation des Nations-Unies (ONU) – et qu'ils ont soutenu la thèse d'une relation de cause à effet entre l'amélioration de la prospérité, grâce au développement du commerce, et le maintien de la paix²³. Selon Colard, c'est chez les juristes qu'on retrouve les principaux défenseurs du libéralisme classique au XXe siècle²⁴. Chez les positivistes, la société internationale est présentée comme une juxtaposition d'Etats souverains et égaux, le droit international public étant conçu comme un « droit interétatique » qui repose sur les relations contractuelles librement négociées par les personnes morales que sont les Etats. Les

²³ Pour une analyse de la pensée libérale de Woodrow Wilson, voir Félix Gilbert, « 'New Diplomacy' of the Eighteenth Century », *World Politics*, 4 (octobre 1951), 1-38.

²⁴ Colard, *Les relations internationales*, 31-32.

juristes objectivistes, quant à eux, sont opposés à la souveraineté des Etats et soutiennent que la société internationale est une société d'individus et de groupements d'individus. Ainsi, Georges **Scelle**, dans son *Précis de droit des gens* (1932), part de l'idée que les rapports internationaux ne s'établissent qu'entre les personnes qui sont liées les unes aux autres par des liens de solidarité. Les rapports interpersonnels doivent se substituer aux rapports interétatiques. Le droit est un produit de la vie sociale. Il n'y a pas de différence de nature entre la société internationale et la société nationale. Dans les deux cas, l'individu occupe la première place. Selon cet auteur, un minimum d'ordre règne déjà dans le milieu international. Les gouvernements agissent tantôt pour le compte de l'Etat, tantôt pour l'ensemble de la Communauté internationale. Parfois la collaboration et la coopération des Etats débouche sur un véritable gouvernement international comme dans le cas du Concert européen au XIXe siècle.

Principaux concepts et thèse du libéralisme

Pour les libéraux, les relations internationales sont les rapports de toute nature que les **Etats**, les **organisations gouvernementales** et **non gouvernementales** et les **individus** entretiennent entre eux dans un cadre bilatéral ou multilatéral, formel ou informel. Ces rapports sont caractérisés par la **compétition**. Toutefois celles-ci peut être **pacifique** et **assortie de coopération** si elle est régulée par un système de **droit international** fondé sur la primauté des intérêts individuels. L'extension de la **démocratie** et des **échanges** est le principal gage d'atteinte de cet objectif car, en minant la souveraineté des Etats et en renforçant leur **interdépendance**, elle les force à tenir compte davantage des intérêts des citoyens et de la société civile d'une part, et à conclure des ententes de coopération d'autre part. L'anarchie et la guerre sont des résultantes du nationalisme. La dilution des frontières qu'implique la mondialisation de la démocratie et du capitalisme éliminera ces menaces en favorisant le **désarmement**

et en permettant, sinon l'avènement d'un **gouvernement mondial**, du moins l'instauration d'un **système international** fortement **intégré**.

Le marxisme

Les fondateurs du marxisme

La théorie marxiste tire son nom de son fondateur, l'historien, économiste et philosophe allemand Karl **Marx** (1818-1883). Cette appellation ne rend pas justice à Friedrich **Engels** (1820-1895), économiste et homme politique allemand, dont l'œuvre est indissociable de celle de Marx²⁵. Si le libéralisme est né en réaction contre le réalisme, le marxisme s'est développé sur la base d'une critique du libéralisme, en particulier celle de la philosophie dialectique idéaliste de Friedrich Hegel (1770-1831) et de l'économie politique de Smith et Ricardo.

Selon Hegel, c'est le mouvement dialectique entre le développement de la conscience ou du savoir et le développement de la réalité économique, sociale et politique qui est le moteur de l'histoire. La progression des connaissances engendre une transformation de la réalité qui à son tour suscite un nouvel avancement des connaissances...jusqu'à la réalisation du Savoir absolu ou de la Raison qui engendrera la réalisation d'une société libre, égalitaire et juste – la Démocratie -. La philosophie marxiste, le matérialisme dialectique, soutient *a contrario* que ce sont les transformations matérielles d'existence

²⁵ Marx lui-même s'est opposé au terme marxiste parce que ce dernier servait à désigner plusieurs conceptions divergentes de la sienne. Pour une analyse de la pensée internationale de Marx et Engels, voir notamment : Miklos Molnar, *Marx, Engels et la politique internationale* (Paris : Gallimard, 1975).

qui déterminent l'évolution des idées, celles-ci suscitant de nouveaux changements de la réalité...jusqu'à l'avènement d'une société égalitaire et juste – le communisme²⁶.

L'analyse de l'évolution des sociétés humaines sur la base du matérialisme dialectique a donné naissance à la théorie marxiste de l'histoire, le matérialisme historique. Selon cette théorie, développée notamment par Marx dans le premier tome du *Capital* (1867) et Engels dans *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'Etat* (1884), depuis l'apparition de la propriété privée et de l'Etat toutes les sociétés – esclavagistes, féodales, capitalistes – ont été divisées en classes : une classe dirigeante, qui contrôle les moyens de production de la richesse économique et l'Etat; une classe opprimée qui rassemble ceux qui produisent la richesse par leur travail sans exercer de contrôle sur les moyens de production et le pouvoir politique; et des classes intermédiaires qui sont constituées par ceux qui exercent un contrôle restreint sur le pouvoir économique et/ou politique, par exemple les fonctionnaires, les artisans, les intellectuels et les fermiers. C'est la transformation des **rapports de production** économiques et **la lutte entre les classes sociales** qui en résulte qui déterminent la transition d'un type de société à un autre. Tel est le sens qu'il faut donner au célèbre aphorisme du *Manifeste du parti communiste* (1848) : « Toute l'histoire de la société humaine jusqu'à ce jour est l'histoire de la lutte des classes ». Selon Marx et Engels, la lutte des classes n'est ni une fatalité, ni une caractéristique de l'essence humaine : elle n'existait pas avant la naissance de la propriété privée, à l'époque du communisme primitif, et elle disparaîtra avec le remplacement du capitalisme par le communisme.

Les raisons pour lesquelles le capitalisme est inévitablement condamné à être supplanté par le communisme sont expliquées dans plusieurs ouvrages dont *Travail Salarié et Capital* (1849), *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859) et le

²⁶ Les idées philosophiques de Marx et Engels ont été exposées dans plusieurs ouvrages dont *La critique du droit de la philosophie de Hegel* (1844), les *Thèses sur Feuerbach* (1845), *La Sainte Famille* (1845) et *L'Idéologie allemande* (1846)

premier tome du *Capital*. Smith et Ricardo avaient soutenu que, dans le cadre du capitalisme, c'est la valeur produite par le travail qui est la source de la richesse. Marx et Engels se démarquent de cette théorie en affirmant que seul le travail de l'ouvrier est producteur de valeur et que le profit du capitaliste provient de la **plus-value**, qui est la partie du travail de l'ouvrier qui ne lui est pas payée en salaire. Contrairement à Smith et Ricardo qui considéraient que la concurrence garantissait le libre-accès à la propriété privée pour tous, ils affirment que les lois naturelles du capitalisme – la **recherche du profit maximal** et la **baisse tendancielle du taux de profit** – engendrent inévitablement la concentration du capital et des moyens de production, ce qui provoque des crises de sur-production, une augmentation du chômage et un appauvrissement des classes opprimées. Selon Smith et Ricardo, la survie du capitalisme dépend de l'élargissement de son marché et de ses débouchés, donc de son expansion à l'échelle mondiale. Marx et Engels reconnaissent la validité de cette assertion, mais loin de voir cette expansion comme la source première de l'enrichissement des nations, il la considère comme la cause de **l'internationalisation de la concentration du capital** et des maux associés à cette dernière. En se développant le capitalisme crée donc, selon eux, des conditions objectives favorables à la **révolution socialiste mondiale**. Cette révolution ne peut être victorieuse que si elle est dirigée par le **prolétariat**, d'une part parce que c'est cette classe qui est la productrice du profit; d'autre part, parce que le prolétariat n'a rien à perdre et tout à gagner dans cette révolution puisque, contrairement aux autres classes, incluant la paysannerie, il est dépossédé de toute propriété. De là le célèbre appel du *Manifeste du parti communiste* : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! ». Dans *La Guerre civile en France* (1871), autopsie de l'échec de la Commune de Paris qui fut la première tentative de révolution socialiste de l'histoire, Marx affirme toutefois que cette révolution ne peut être victorieuse que si le prolétariat dispose d'une organisation politique capable de

s'emparer de l'Etat qui est l'instrument essentiel de défense des intérêts de la bourgeoisie.

Au-delà de ces réflexions, la théorie de Marx et Engels contient fort peut d'enseignements sur la manière de faire la révolution et sur les caractéristiques du régime communiste qui succédera à cette dernière. Seuls quelques écrits, dont *La guerre civile en France*, apportent certaines précisions sur ces questions. Suite à la révolution prolétarienne, la construction de la société nouvelle s'effectue en deux phases : la **phase socialiste**, durant laquelle l'Etat de dictature du prolétariat socialise progressivement tous les moyens de production, élimine les classes sociales et répartit les biens selon le principe « à chacun selon son travail »; et la **phase ultérieure du communisme**, caractérisée par la disparition définitive des classes et de l'Etat.

« Le communisme est un paradis. L'histoire s'arrête. Un homme nouveau apparaît. Les contradictions ont disparu. La société est sans classe, fraternelle et unanime. Tous les biens existent en abondance. Chacun reçoit selon ses besoins. Enfin, c'est une société sans appareil répressif et coercitif. La machine étatique a été selon les termes d'Engels « reléguée au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze »²⁷

Les successeurs du marxisme

De toutes les théories, celle de Marx et Engels est sans doute celle qui a donné lieu au plus grand nombre d'interprétations divergentes. Ceci est dû en grande partie au fait que les théoriciens les plus influents du marxisme après Marx ont été les dirigeants des partis et des Etats communistes et que ces derniers, faute d'enseignements précis des fondateurs sur l'organisation de la révolution et la construction du socialisme, ont élaboré des compléments à la doctrine qui correspondaient à leurs visions, à leurs intérêts, à leurs expériences particulières et aux conditions spécifiques de leur époque. Cet ouvrage établit une distinction entre ces penseurs, qui prétendent être les véritables

²⁷ Colard, *Les relations internationales*,37.

successeurs de Marx et Engels, et les intellectuels néo-marxistes de la période postérieure à 1945 dont les théories synthétisent les idées de une ou plusieurs variantes du marxisme et celles de d'autres théories.

Vladimir Ilitch Oulianov **Lénine** (1870-1924) fondateur du parti bolchévique, dirigeant de la révolution russe de 1917 et premier chef d'Etat de l'URSS est, avec Rosa **Luxemburg** (1870-1919), fondatrice du parti communiste allemand, le premier auteur à avoir systématisé et adapté aux conditions du XXe siècle la théorie marxiste des relations internationales. Ses deux ouvrages les plus importants sur le sujet sont *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916) et *L'Etat et la Révolution* (1917). Selon Lénine, dont les thèses rejoignent largement celles de Luxemburg, le capitalisme est parvenu à son stade ultime – l'impérialisme - en raison de l'accélération sans précédent de la concentration du capital et des moyens de production depuis 1870. Désormais les économies de chaque pays capitaliste sont contrôlées par des oligopoles financiers, nés de la fusion des grandes entreprises bancaires et industrielles. Ces oligopoles rivalisent féroceement pour le partage du monde. Cette rivalité, qui s'accroît au fur et à mesure qu'augmente le nombre de pays capitalistes participant à la chasse aux territoires et aux ressources encore disponibles, est la cause des crises économiques mondiales et des guerres que se livrent les Etats, à la solde des oligarchies financières nationales. Seule l'élimination de l'impérialisme par une révolution prolétarienne mondiale permettra de rétablir la prospérité économique et la paix. Selon Lénine, la guerre de 1914-1918 est le type même de guerre entre puissances impérialistes rivales. Elle a pour but un nouveau partage du monde, une redistribution des colonies et la création de nouveaux espaces pour le capital financier. C'est cette analyse qui justifiera, en 1917, l'appel du parti bolchévique en faveur d'une transformation de la guerre inter-impérialiste en révolution socialiste, appel dont l'application sera couronnée de succès en Russie, mais non dans les

autres pays, tel l'Allemagne où les tentatives de révolution communiste de 1918 et 1919 seront écrasées.

L'échec de la révolution socialiste mondiale, dans le contexte de la guerre de 1914-18, explique que cette thèse ait perdu de son influence par la suite, sauf chez certains leaders révolutionnaires comme Léon **Trotsky** (1879-1940). Le successeur de Lénine, à la tête de l'URSS, Joseph **Staline** (1879-1953) prétendra « qu'il est possible de construire le socialisme dans un seul pays », grâce au renforcement de la dictature du prolétariat et à l'appui des partis communistes des autres pays. Néanmoins, à la fin de la seconde guerre mondiale, il négociera avec ses alliés, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, un partage de l'Europe qui permettra à l'URSS d'imposer le communisme aux pays limitrophes de sa frontière occidentale²⁸. Nikita **Khrouchchev** (1894-1971) désavouera le stalinisme et procédera à une révision du marxisme-léninisme. Trois thèses en particulier caractérisent le révisionnisme soviétique, issu du rapport Krouchtchev présenté en 1956 au XXe congrès du PCUS : la révolution prolétarienne n'est pas nécessaire, le socialisme peut être instauré de manière pacifique, par la voie électorale; la dictature du prolétariat n'est pas une étape incontournable de la construction du socialisme, celle-ci est compatible avec l'existence de certains principes capitalistes; les Etats communistes doivent développer une politique de coexistence pacifique avec l'ouest, en raison de la menace nucléaire. Son successeur, Leonid **Brejnev** (1908-1982), ajoutera à cette nouvelle politique révisionniste la thèse de « la souveraineté limitée des Etats socialistes », conçue afin de justifier l'intervention de l'armée rouge soviétique en Tchécoslovaquie, en 1968²⁹.

²⁸ Entente conclue lors du Traité de Yalta de 1945.

²⁹ Cette intervention mit fin au « printemps de Prague », i.e. au mouvement de réformes visant à réintroduire certains principes libéraux capitalistes dans le fonctionnement économique et politique du système socialiste tchèque. Sur la vision internationale des dirigeants soviétiques, voir notamment : V. Kubalkova, *Marxism-Leninism and the Theory of International Relations* (Londres/Boston : Routledge and Kegan Paul, 1980).

« Selon celle-ci, le Parti communiste au pouvoir est responsable non seulement devant sa propre classe ouvrière mais aussi devant l'ensemble du mouvement communiste international. En cas de déviation ou de trahison, l'URSS a le devoir d'intervenir pour préserver les acquis du socialisme, étant entendu que Moscou est le seul pays qualifié pour en décider et qu'il est le gardien du système »³⁰.

Youri Andropov et Constantin Tchernenko poursuivront dans la voie idéologique tracée par Krouchtchev et Brejnev durant leur court séjour au pouvoir (1982-85). Leur remplaçant, Mikhaïl Gorbatchev (1931...), abandonnera toutefois le révisionnisme au profit du libéralisme. Il s'engagera dans un processus de réformes caractérisé par la réintroduction des principes de l'économie de marché (la *perestroïka*) la démocratisation du système politique (*glasnost*) et la coopération pacifique avec les Etats-Unis et l'Europe occidentale, réformes qui aboutiront à la disparition du communisme, à la fin de la guerre froide et à l'éclatement de l'URSS (1990-91).

Les dirigeants de l'URSS ne parviendront jamais à imposer totalement leur vision du marxisme au mouvement et aux régimes communistes au cours de la période postérieure à la seconde guerre mondiale. La contestation de l'autorité idéologique de Moscou sera plus ou moins radicale et elle sera justifiée par des motivations diverses, souvent même radicalement opposées. Ainsi le maréchal Jossip Broz **Tito** (1882-1990) fera de la Yougoslavie un Etat indépendant du bloc soviétique, notamment parce que Staline refusait son modèle de socialisme fondé sur l'autogestion plutôt que la propriété collective d'Etat. Les communistes hongrois, sous la direction de Imre Nagy, et les communistes tchèques, sous la direction d'Alexandre Dubcek, tenteront sans succès, en 1956 et 1968, d'instaurer un modèle socialiste plus libéral que celui de l'URSS. L'Albanie de Enver **Hoxha** (1908-1985) et la Chine de **Mao Tsé-toung** (1893-1976) rompront leurs relations avec Moscou en 1960 pour protester contre le reniement de l'héritage de Staline par Khrouchtchev. Dans les pays du tiers-monde, le mouvement communiste se

³⁰ Colard, *Les relations internationales*, 39.

démarquera à maints égards, tant des idées du marxisme originel, que de celles du marxisme révisionniste soviétique. Les mouvements de décolonisation ou de libération nationale, suivis de l'instauration d'un régime socialiste (Chine, Cuba, Vietnam) inciteront leurs leaders – Mao Tsé-toung, **Ho Chi Minh** (1890-1969) et Fidel **Castro** (1927...) – à soutenir que la révolution socialiste peut-être victorieuse dans des pays qui n'ont pas fait l'expérience du capitalisme et qui ne possèdent pas un prolétariat susceptible de mener une lutte frontale contre la classe dominante, si elle est dirigée par un parti communiste qui s'appuie sur la paysannerie et une stratégie de guérilla rurale. En fait, en Amérique latine, en Afrique et en Asie, les stratégies de lutte révolutionnaire et les expériences socialistes varieront énormément tout en se démarquant de l'expérience soviétique.

La rupture sino-soviétique aura d'importantes répercussions sur l'idéologie et la pratique du mouvement communiste. Elle conduira à des scissions au sein des partis communistes pro-soviétiques et à la création de nouveaux partis marxistes-léninistes se réclamant de la pensée de Staline, Mao Tsé-toung et Enver Hoxha. Dans les faits, la politique de ces partis sera largement inféodée à la politique étrangère de la République populaire de Chine (RPC). Celle-ci, dont l'objectif véritable est de permettre à la RPC d'accéder au statut de grande puissance mondiale, cherchera à rassembler dans une vaste coalition contre les deux superpuissances américaine et soviétique les pays dépendants du tiers-monde, les mouvements de libération nationale et les mouvements révolutionnaires des pays développés. Le réseau des nouveaux partis marxistes-léninistes ne sera qu'un des instruments de cette politique, les autres étant le soutien de la RPC à plusieurs mouvements de guérilla, en Asie de l'est et du sud-est notamment, et la création du Mouvement des pays non alignés, en 1955, avec la collaboration de certains dirigeants 'anti-impérialistes' du tiers-monde : Ahmed Sukarno, Gamal Abdel Nasser, Jossip Broz Tito et Jawaharal Nehru-

L'échec et la disparition de la majorité des régimes socialistes et communistes, au cours des années quatre-ving dix, ont discrédité les idées des fondateurs et des successeurs du marxisme. Cependant, quoiqu'atténuée, l'influence des variantes de cette théorie subsiste dans la littérature, notamment celle des néo-marxistes, et dans différents milieux. Deux raisons en particulier peuvent être invoquées pour expliquer ce fait. D'une part, comme le soulignent Kuhn et Imre Lakatos, même si une théorie est infirmée par les faits, elles continuera à être utilisée pendant une longue période en raison de l'attachement des chercheurs à ses valeurs et de l'intérêt qu'ils ont à défendre ces dernières³¹. D'autre part, si la théorie marxiste du socialisme a été infirmée par la faillite des socialismes réels, l'analyse marxiste des lois et des contradictions du développement capitaliste est à divers égards corroborée par la dynamique actuelle de mondialisation du capitalisme.

³¹ Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*; Imre Lakatos, *Histoire et méthodologie des sciences : programmes de recherche et reconstruction rationnelle* (Paris : Presses universitaires de France, 1994).